

Colloque international
des Hautes études internationales (HEI)

ANALYSE CONTEMPORAINE DES CONFLITS EN AFRIQUE

21 et 22 mars 2014

Relations
internationales,
Francophonie
et Commerce extérieur

Québec 

HEI

© CICM/GASSMANN, Thierry



UNIVERSITÉ
LAVAL

Hautes études internationales

Pourquoi un colloque sur l'analyse des conflits en Afrique ?

Si la fin de la guerre froide a vu émerger l'espoir d'un « nouvel ordre international », le degré de conflictualité croissant sur le continent africain depuis les années 1990 a rapidement mis à mal ces attentes. En 2012, l'Afrique a connu une dizaine de conflits impliquant le déplacement de 10,4 millions de personnes, soit le tiers des populations déplacées dans le monde¹. En 2013, l'ONU a mené 8 de ses 16 missions de la paix sur le continent africain; 80 % du budget total des missions de la paix est alloué aux missions menées en Afrique.

Ces faits couplés à l'impact du génocide rwandais sur la gestion des conflits postérieurs en Afrique et ailleurs obligent à conduire une analyse des évolutions qui ont marqué les logiques conflictuelles de ces vingt dernières années sur le continent.

Dans cette optique, ce colloque international offrira un regard croisé entre praticiens et chercheurs dans le cadre d'une approche multidisciplinaire.

Parce que les conflits africains ne sont ni uniformes ni homogènes, leur catégorisation est complexe : « conflit armé non international », « conflit de basse/haute intensité », « système de conflits régionaux », « situation de violence », « anciennes / nouvelles guerres », « nouveaux barbarismes », « intervention étrangère, lutte contre le terrorisme »... Que recouvrent ces notions et quelles sont les conséquences de ces qualifications ? L'analyse politique des conflits en Afrique voit s'opposer les théories qui mettent notamment l'accent sur les différents espaces de déclenchement et de propagation des conflits et sur le niveau d'intensité des affrontements et de la violence. Dans ce contexte de labilité des catégories d'analyses existantes, le droit international humanitaire voit émerger des interrogations sur la pertinence de conserver une classification articulée autour de deux types de conflits : conflit armé international / conflit armé non international.

Quelles que soient leurs dénominations, les conflits africains impliquent une variété d'acteurs : États, rebelles, mercenaires, milices, États étrangers, organisations régionales ou internationales, ou encore agences humanitaires... dont il est parfois difficile d'établir le rôle et le but poursuivis dans les conflits. Qui sont ces acteurs ? Quelles sont leurs interactions entre eux ? Provoquent-ils, maintiennent-ils ou au contraire cherchent-ils à apaiser les tensions ? De ce point de vue, chercher à identifier une cause unique aux conflits telle que

la prédation et l'exploitation des ressources, les problèmes liés à la gouvernance, l'ethnicité, l'autochtonie, la religion, ou encore le terrorisme semble réducteur et ne permet pas de rendre compte de la complexité des pratiques de conflictualité en présence.

Par ailleurs, l'examen de situations transitionnelles ou postconflictuelles présente l'intérêt d'explicitier comment les parties prenantes contribuent éventuellement au retour à la paix et à une meilleure gouvernance : notamment, comment s'agencent leurs interactions en vue d'une harmonisation des rapports entre le corps politique et la société ? L'analyse des processus électoraux, en tant qu'outils de sortie de crise, et plus largement le rôle des partis politiques en Afrique, mais aussi l'engagement de la communauté internationale au travers certains de ses organes, contribue à établir comment le fonctionnement des institutions peut avoir une incidence sur le nécessaire processus de résilience conduisant à une bonne gouvernance, laquelle serait le gage de la non-résurgence des conflits armés.

De la même manière il est intéressant de faire état des différentes échelles de règlements judiciaires (commissions vérité et réconciliation, juridictions nationales, tribunaux spéciaux ou Cour pénale internationale) pour étudier l'impact qu'elles peuvent avoir sur la résolution, mais surtout sur la prévention, des conflits sur le continent africain. À cet égard, il est incontournable de souligner les répercussions juridiques et politiques de la situation qu'a traversée le Rwanda, non seulement dans la région des Grands Lacs, mais également à l'échelle du continent voire au niveau international.

L'ambition de ce colloque, en cherchant à faire ressortir les différents types de conflits qui marquent le continent africain, est d'éclairer les recherches récentes sur les catégorisations des guerres africaines en les mettant en commun, de déconstruire les facteurs explicatifs régulièrement mobilisés et d'affiner une sociologie des acteurs et leur traitement politique et juridique. En développant une approche résolument multidisciplinaire organisée autour de l'articulation science politique / droit, il s'agira d'une part de souligner la pertinence de penser les conflits aujourd'hui en Afrique autour du clivage légalité / légitimité et d'autre part, de revaloriser et redonner toute sa place à l'étude du continent africain aujourd'hui.

¹ Heidelberg Institute for International Conflict Research, <http://www.hiik.de/en/downloads/index.html>, dernière consultation 11 novembre 2013.

Objectifs de ce colloque international

- Offrir une plateforme d'échanges multidisciplinaires entre chercheurs et praticiens sur les conflits en Afrique
- Esquisser une typologie des conflits contemporains sur le continent
- Identifier l'impact du génocide rwandais sur la gestion des conflits en Afrique
- Participer au renouveau des réflexions menées sur l'Afrique au Québec et constituer une communauté d'experts sur le continent

Ce colloque s'articulera autour de trois axes avec les thèmes suivants (liste non exhaustive) :

- **La labellisation/qualification des conflits en Afrique**
 - Adaptation du droit aux nouveaux types de conflits en Afrique
 - Catégorisation des échelles de violence
 - Causes des conflits en Afrique (gouvernance, pauvreté, territoires, etc.)
 - Enjeux économiques et exploitation des ressources
 - Territorialité et enjeux fonciers (frontières, conflits transnationaux et luttes territoriales)
- **Les acteurs parties prenantes des conflits en Afrique**
 - Le rôle de l'État dans les conflits en Afrique
 - La lutte contre le terrorisme et le respect du droit international humanitaire
 - Les modes d'exercice et de captation du pouvoir
 - Regards sur la trajectoire socio-historique de l'État en conflit
 - Sociologie du comportement des acteurs non étatiques dans les conflits en Afrique
 - La réaction des États tiers (interventions étrangères régionales et internationales)
- **La sortie et la prévention des conflits en Afrique**
 - Élections et sortie de conflits
 - Conflits et développement
 - « Peace, State, Institution building »
 - L'enjeu de la réconciliation : la justice transitionnelle
 - Justice pénale internationale

Ce colloque sur les conflits en Afrique constituera l'événement inaugural de la Communauté interdisciplinaire de recherche sur l'Afrique et le Moyen-Orient (CIRAM) qui est en cours de constitution au sein des HEI.

Responsables scientifiques

Marie Brossier



Professeure au Département de science politique de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, Marie Brossier s'intéresse aux trajectoires de l'État en Afrique, des processus d'hybridation des régimes politiques par un regard porté sur les phénomènes d'alternance politique et sur le rôle de l'hérédité en politique. Elle s'intéresse également aux reconfigurations du fait religieux sur le continent notamment en Afrique de l'Ouest. Elle participe à différents programmes de recherche collective qui portent sur le phénomène de transmission familiale du pouvoir politique (financement FQRSC), sur les élections et la citoyenneté au Sénégal (financement Université Paris 1-Columbia University) et sur l'enjeu de l'internationalisation de l'éducation en Afrique (financement Agence Nationale de la Recherche française - Université de Bordeaux). Elle est membre de l'Association des Chercheurs de la revue Politique africaine. Marie.Brossier@pol.ulaval.ca

Julia Grignon



Julia Grignon est professeure à la faculté de droit et directrice par intérim de la Clinique de droit international pénal et humanitaire. Elle est spécialisée en droit international humanitaire, qui a été son champ de recherche privilégié depuis 10 ans. Julia Grignon se joint à la soixantaine de membres chercheurs des HEI, forte de son doctorat obtenu à l'Université de Genève, de son expérience en recherche et en enseignement, et de son engagement dans le Concours de droit international humanitaire Jean-Pictet dont elle est actuellement la présidente du Comité de pilotage. Julia.Grignon@fd.ulaval.ca

Comité scientifique: Bogumil Jewsiewicki, Université Laval – Aurélie Campana, Université Laval – Bruno Charbonneau, Université Laurentienne – Bonnie Campbell, Université du Québec à Montréal – Marco Sassòli, Université de Genève – Zakaria Daboné, Université polytechnique de Bobo Dioulasso – Bernard Duhaime, Université du Québec à Montréal – Jonathan Paquin, Université Laval – Fannie Lafontaine, Université Laval – Philippe Tremblay, Avocats sans frontières Canada – Louis Imbeau, Université Laval



Les HEI : un lieu unique de création d'expertises et de connaissances sur l'international

Les Hautes études internationales (HEI) sont un institut d'enseignement et de recherche voué à l'étude de la réalité internationale. En misant avant tout sur l'interdisciplinarité, l'Institut forme des experts des réalités internationales et il produit et diffuse des connaissances sur ces questions.

- Des programmes d'études uniques et prisés : Maîtrise et doctorat intégrant le droit, l'économie/gestion et la science politique. En 2012-2013, 71 nouveaux étudiants se sont inscrits à la maîtrise, et 7 au doctorat.
- Des groupes de recherche de pointe sur l'international : Les chercheurs affiliés aux HEI — 72 en 2013 — mènent des projets scientifiques sur les grands enjeux internationaux : terrorismes, sécurité, environnement, intégration des Amériques, de l'Union européenne, situation en Asie, etc.
- Des publications scientifiques lues dans le monde entier : notamment la revue scientifique *Études internationales*, première revue francophone interdisciplinaire en études internationales.
- Un espace ouvert de débats et de diffusion des savoirs : chaque année, une cinquantaine de conférences, débats et autres événements scientifiques ou de vulgarisation.

Hautes études internationales | Pavillon Charles-De Koninck | 1030, avenue des Sciences-Humaines | Bureau 5456 | Université Laval | Québec (Québec) G1V 0A6 | www.hei.ulaval.ca | Tél. 418 656-7771 | hei@hei.ulaval.ca

Photo de la couverture : Frontière Rwanda-Zaïre. Rwandais passant le pont Ruzizi pour se rendre au Zaïre, 20/08/1994